

<http://www.loriental.info>

## **Georges Corm : Au-delà d'une partie infime du Liban, « le pays est à mon sens en décroissance permanente et en voie de désertification »**

22 Novembre 2010

*Spécialiste du Moyen Orient que l'on ne présente plus, Georges Corm est un homme multiple. Journaliste pour le Monde-Diplomatique, il a été ministre libanais des finances en 1998. Il est également l'auteur des livres « Le Proche Orient éclaté », « Le Liban contemporain », et entre autre « Le nouveau désordre économique mondial », qu'il vient de présenter au Salon du Livre de Beyrouth. Son avis sur la situation économique au Liban est sans concession.*

### **La croissance du Liban culmine à 8% en moyenne sur les trois dernières années, est-ce que ce chiffre reflète la bonne santé de l'économie libanaise ?**

Au Liban, il faut noter que 30% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, dont 10% survit avec moins d'un dollar quotidiennement. Seuls 30 à 40 km<sup>2</sup> des 10 452 de superficie totale du pays, connaissent une très grande prospérité et probablement des taux de croissance de l'ordre de 20% ou 30% par an. Il s'agit des quartiers chics de Beyrouth et des centres d'estivage du Mont Liban où est concentrée une très forte activité de l'immobilier et du tourisme de luxe, ainsi que celle des banques.

Le reste du pays, à mon sens, est en décroissance permanente et en voie de désertification. C'est pourquoi le taux de croissance moyen du PIB des dernières

années, de l'ordre de 7 à 8% ne reflète pas cette réalité fâcheusement contrastée.

### **Comment sont exploitées les ressources du pays ?**

Le potentiel du Liban n'est guère exploité, mais au contraire, il est totalement gaspillé ; qu'il s'agisse des ressources en eaux qui vont à la mer, en terres fertiles de moins en moins exploitées et en biodiversité presque totalement inexploitée à des fins médicales ou d'industrie de la parfumerie. Ceci est dû à l'existence d'un vieux rêve de faire du Liban le Monte Carlo du Proche-Orient, un paradis fiscal avec secret bancaire hermétique pour tous les millionnaires de la région. Mais on ne peut pas transformer les quatre millions d'habitants du Liban en garçons de café et de restaurants ou en personnel d'hôtels de luxe. Monte-Carlo n'a que 30 000 d'habitants et non quatre millions et sa superficie n'est que de 30 km<sup>2</sup>; de plus, il a pour voisins la France et l'Italie, deux pays pacifiés, et non la Syrie et Israël.

D'autre part, il faut évoquer les formidables ressources humaines du pays, exportées sans que le Liban n'en profite. Malgré tout, ces expatriés ne sont autres que la soupape de sûreté de l'économie libanaise. Néanmoins, leurs revenus accentuent le caractère rentier et peu productif du pays. Les entrées massives de capitaux au Liban auraient dû permettre une réévaluation de la livre libanaise, permettant d'abaisser le coût de la vie et celui des intrants de l'agriculture et de l'industrie. Mais le taux de change est administré et fixe depuis des années, au profit des investissements étrangers, notamment ceux du Golfe ou des riches émigrés.

### **Est-ce que ces investissements étrangers ont une influence sur l'évolution du Liban ?**

Hariri a transformé la structure socio-économique et culturelle du Liban autant que les quinze années de violence entre 1975 et 1990. Il y a eu une forte « saoudisation » des mœurs et habitudes libanaises, mais également du mode

de gestion du pays avec des écarts invraisemblables de revenus, la montée de la corruption, l'absence de civisme, sans compter les achats fonciers ou de banques et d'entreprises libanaises par de riches ressortissants de la Péninsule arabique. Il faut noter aussi l'influence politique massive du Royaume saoudien sur le pays et dans certaines régions, comme à Tripoli et au nord du Liban ou sur la place des Martyrs à Beyrouth. Les médias mettent surtout l'accent sur l'influence syrienne ou iranienne, mais on ne peut passer sous silence les autres influences arabes ou américaines, ce qui crée au Liban l'instabilité et les tensions politiques que l'on connaît. Evidemment le nombre important d'émigrés libanais qui ont fait fortune dans les riches monarchies et émirats du Golfe facilite cette « saoudisation » du pays ; certains d'entre eux ont vécu de très longues années dans ces sociétés pétrolières et rentières où ils ont acquis une aisance matérielle importante. Enfin les nombreux Libanais qui vivent en France et en Europe ou aux Etats-Unis sont rendus perméables à la propagande de ces gouvernements concernant leur politique au Proche-Orient et vis-à-vis du Liban, qui est une politique très accommodante au royaume saoudien et fort agressive à l'endroit du régime iranien ou syrien ou du Hezbollah.

### **Quelle est le bilan économique de la reconstruction post guerre civile ?**

La politique de reconstruction menée par Rafic Hariri et ses équipes est un échec patent. Vingt ans après la fin des violences de 1975-1990, les citoyens libanais ne bénéficient pas d'alimentation en eau et en électricité de façon continue. Du fait de l'absence de traitement des déchets et de retraitement des eaux usées, les niveaux de pollution sont spectaculaires et entraînent de graves conséquences sur la santé des Libanais. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter et l'accès au logement est désormais réservé aux seules catégories aisées de la population. La gestion monétaire et financière a enrichi beaucoup de Libanais par le niveau de taux d'intérêts servis sur les bons du Trésor en livres libanaises durant les années 1990, mais elle a entraîné la constitution d'une dette publique de 55 milliards de dollars (près de 160% du PIB), alors que le Liban n'était endetté que de 1,7 milliards de dollars à la prise de fonction de Rafic Hariri. Tout

cela s'est fait avec la bénédiction bruyante des organismes de financement internationaux (FMI et BIRD) et des Etats de l'Union européenne ou celle des Etats-Unis.

De ce fait il a été très difficile de critiquer la gestion économique et financière des années Hariri, d'autant qu'il avait distribué environ quelques 15 000 bourses d'études à l'étranger avant sa prise de pouvoir et faisait l'objet d'un culte de la personnalité peu commun qui persiste après sa disparition. Mais il avait ranimé le rêve du Liban Monte Carlo, aujourd'hui réalisé sur moins de 1% du territoire libanais à la grande satisfaction des secteurs économiques qui en profitent (foncier, tourisme de luxe et banques).

### **Que faudrait-il faire pour que le Liban retrouve une meilleure santé économique?**

Pour rendre au Liban son potentiel culturel et économique, il faudrait abandonner le modèle rentier sur lequel nous vivons et très mal pour une grande partie des Libanais. Il faudrait des efforts concertés du secteur privé, de l'Etat et du secteur éducatif pour sortir de l'économie de rente et entrer dans le cercle vertueux d'une économie productive mettant pleinement à profit les avantages comparatifs du pays, énumérés ci-dessus, notamment les ressources humaines qui doivent être gardées sur place et investies dans la production de biens et services à haute valeur ajoutée, basés sur l'économie de la connaissance. D'autres pays que le notre l'ont fait (Singapour, Taiwan, l'Irlande, la Corée du Sud, ...), nous pourrions très bien y réussir. Mais il faut se guérir d'abord de la mentalité rentière et de la facilité que représente le fait d'exporter nos compétences au lieu de les valoriser sur place, ce qui donnerait de bien meilleurs résultats économiques et sociaux pour le pays.

Propos recueillis par Delphine Darmency